

LIBRE OPINION

Coopération et sécurité de la « Grande Europe »

Henri de GROSSOUVRE
et Pierre PASCALLON

La Grande Europe existe de « l'Atlantique à l'Oural » ; elle inclut donc « la Russie européenne ».

Les auteurs appellent de leurs vœux la réunion d'une conférence internationale pour remettre de l'ordre sur le Vieux Continent, et prendre en compte avec l'OSCE la « sécurité paneuropéenne ».

LA GRANDE EUROPE

La « Grande Europe » existe. Elle existe historiquement et géographiquement de « l'Atlantique à l'Oural », pour reprendre la formule du général de Gaulle. Et la Russie est, pour l'essentiel, partie prenante de cette « Grande Europe », voire de la « Très Grande Europe » évoquée par Yves Lacoste, avec la « Russie européenne ». Certes, la Russie est bien territorialement ce pays démesuré qui s'étend de la Baltique au Pacifique et qui peut, par suite, jouer un jeu oscillatoire entre l'Occident et l'Asie. Reste que ses réseaux essentiels, ses dynamismes les plus importants, sont en Europe, et ses échanges se font majoritairement avec ses voisins européens. Et si, donc, elle peut et elle doit, pour certains, être qualifiée d'« européenne » — avec Michel Strogoff — et d'« asiatique » — avec Gengis Khan — cette nation à cheval sur l'Europe et l'Asie est d'abord et surtout un État européen, à impliquer totalement dans le jeu européen.

L'APRÈS-GUERRE

Cette « Grande Europe » existe historiquement et géographiquement, mais elle a été — pour en rester à la période contemporaine

Coopération et sécurité
de la « Grande Europe »

— divisée en son sein après la Seconde Guerre mondiale : la France qui entend alors se prémunir contre un nouveau séisme sur le sol du Vieux Continent, provoqué par l'Allemagne, tente d'organiser la sécurité de l'Europe en s'alliant à la Grande-Bretagne : c'est l'objet du Traité de Dunkerque du 4 mars 1947. Toutefois, dès juillet 1947, ce n'est plus tant outre-Rhin que paraissent se dessiner les préoccupations pour demain que plus à l'est. En effet, l'URSS et les démocraties populaires refusent — contrairement aux pays de l'Europe occidentale — de bénéficier du Plan Marshall, vaste programme de relèvement économique financé par les États-Unis et de participer à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), créée en 1948 pour gérer cette aide, et qui devient en 1961 l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Dans le même temps, on a assisté à une « soviétisation » de l'Europe de l'Est. L'Union soviétique, qui atteint territorialement son apogée — retrouvant « l'enveloppe spatiale » qui était la sienne au XVII^e siècle — souhaite se doter du glacis qui lui a fait défaut face au III^e Reich.

Le coup d'État communiste de Prague, le 25 février 1948, avive les inquiétudes des puissances de l'Europe occidentale. Elles cherchent à y répondre dans le cadre du Traité de Bruxelles du 17 mars 1948 (France, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg). Ce Traité est complété, avec l'adhésion de l'Allemagne et de l'Italie, par la signature des accords de Paris, le 23 octobre 1954, créant « l'Union de l'Europe Occidentale » (UEO). Le blocus de Berlin, commençant le 24 juin 1948, dura 323 jours. Cet événement consacra la division de l'Europe, symbolisée par le rideau de fer, la plaçant au cœur de l'affrontement des deux blocs (l'Ouest avec le Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949, et l'Otan ; l'Est avec le Pacte de Varsovie, conclu le 14 mai 1955) et de la guerre froide de l'après Seconde Guerre mondiale.

LA FRONTIÈRE ORIENTALE DE L'OCCIDENT

Cette division au sein de la « Grande Europe » n'a pas pris fin — contrairement à ce qu'ont laissé à penser quelques commentaires hâtifs — avec les changements géostratégiques de 1989-1991 : chute du mur de Berlin, dislocation de l'URSS, disparition du Pacte de Varsovie. À quoi avons-nous, en effet, assisté avec et après ces événements ? À un déplacement de la « ligne de démarcation » entre les

Coopération et sécurité
de la « Grande Europe »

deux coalitions, maintenant la division au cœur de la « Grande Europe ». Cette modification s'est faite au profit de l'Otan (dans le cadre de son élargissement) et de l'UE (dans le cadre de la politique européenne de voisinage depuis 2004). Celles-ci exploitant la faiblesse de la Russie dans la décennie 90 (récession de 1991 à 1998, réduction considérable des moyens militaires, etc.) ont poussé vers l'Ouest, une dizaine d'États jadis, directement ou indirectement, sous tutelle Russe ; évolution de la situation qui n'a pas été acceptée de gaieté de cœur par la Russie, malgré tous ses efforts pour « contenir », « endiguer » cette progression de l'Ouest (on pense notamment à la création de la Communauté des États Indépendants...).

RÉACTION RUSSE

Les rapports de forces sont en train d'évoluer, eux aussi, depuis quelques années, et cette modification est à l'arrière-plan du conflit caucasien. Nous sommes entrés dans la phase de déclin relatif de l'hyperpuissance américaine, laquelle s'est fortement intéressée aux ressources énergétiques de la mer Caspienne dans la seconde moitié des années 90. Dans le même temps, nous assistons au retour de la Russie comme acteur majeur de la scène internationale. En effet, sous l'impulsion de Vladimir Poutine, la Russie a retrouvé une croissance spectaculaire depuis 1999 (elle oscille entre 5 et 10 % par an), appuyée sur ses formidables ressources énergétiques (elle est ainsi reconnue, depuis 2003, comme membre du Bric, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine). Le Kremlin, fort de ses « pétrodollars », multiplie, ces dernières années, les signes d'un renouveau de sa puissance militaire : missiles *Topol-M* d'une portée de 6 000 kilomètres à partir du cosmodrome de Plessets, déploiement naval en Méditerranée puis aux Caraïbes, etc.

D'un dessein de puissance affirmé et d'une fierté nationale forte malgré la dislocation de l'empire en 1991, cette nouvelle Russie a entendu montrer à l'Occident, dans l'affaire géorgienne, que sa détermination est totale. Requinquée par la croissance, les bénéfices du gaz et du pétrole, « l'ours » russe est sorti de son hibernation. La détermination du Kremlin, très clairement affichée par le « tandem » Medvedev-Poutine, est bien de ne plus accepter la politique d'humiliation et d'encerclement menée par les États-Unis et leurs satellites européens.

Coopération et sécurité
de la « Grande Europe »

Il est clair que, si les États-Unis et l'Union européenne devaient continuer demain à chercher à grignoter le champ géopolitique de la Russie à ses frontières occidentales (en encourageant, par exemple, l'Ukraine à adhérer à l'Otan), sans avoir pris en compte la leçon géorgienne, alors, on ne se hasarde guère à avancer que l'on rentrera dans une nouvelle guerre froide avec des risques majeurs de confrontation. Notre vieille Europe pourrait ainsi se retrouver bientôt au centre d'un « cataclysme mondial » (Mikhaïl Gorbatchev) alors qu'on imaginait davantage, au XXI^e siècle, un affrontement entre les États-Unis et la Chine.

PARIS-BERLIN-MOSCOU

Dans cette perspective, à terme, de nouveaux conflits possibles sur le sol du Vieux Continent, il convient donc — « l'Union européenne et la Russie ayant intérêt à chercher ensemble leur salut » ⁽¹⁾ — de veiller à arrimer pour de bon la Russie... européenne à... l'Europe. Bref, de travailler à la constitution d'un ensemble « euro-russe » — en retrouvant l'esprit de l'axe « Paris-Berlin-Moscou », que nous préconisons depuis longtemps — et, au-delà, de travailler à la constitution d'un ensemble « euro-russo méditerranéen » (élargi, en effet, à la Turquie et aux pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée). Il y a là, pour certains — on partage ce point de vue — le grand pôle susceptible de maintenir « l'Europe » au niveau de 5-6 grandes zones dominantes des années 2030.

CONSTRUIRE LA GRANDE EUROPE

La construction de cette « Grande Europe » (incluant la Méditerranée) exige vraiment que « nous changions notre regard sur la Russie » ⁽²⁾. Considérer comme une donnée de départ, intangible, la division actuelle, serait se condamner au mieux à la recherche d'un « partenariat UE-Russie » officialisant ce schéma bilatéral. Au pire, à l'affrontement de deux « blocs » dont l'un — le nôtre — a tendance à se poser en modèle de « civilisation », tandis que l'autre sera jeté dans

(1) Cf. Adler (A) : « L'Union européenne et la Russie ont intérêt à chercher ensemble leur salut », *Le Figaro*, 6-7 septembre 2008.

(2) Cf. Hureauux (R) : « Changeons notre regard sur la Russie », *Le Figaro*, 27 août 2008.

Coopération et sécurité
de la « Grande Europe »

les bras d'un triangle Russie, Inde, Chine ⁽³⁾ ; et qu'à l'inverse, nous voulions d'emblée l'organisation de la coopération et de la sécurité de ce seul ensemble « euro-russe » (sinon méditerranéen).

L'OSCE

L'outil qui peut sans doute, au départ au moins, être l'instrument permettant d'avancer dans cette direction existe : c'est l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). On rappelle que l'OSCE est née — elle s'appelle alors CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) — en 1975 à Helsinki, dans une des phases de détente qui ont scandé la guerre froide. Cette CSCE s'est institutionnalisée en tant que structure paneuropéenne de sécurité et de coopération lors du Sommet de Paris du 19 au 21 novembre 1990. C'est la seule institution ayant trait à la sécurité européenne dans laquelle se retrouvent les États-Unis et la Russie. La Russie et la France ont pensé alors faire de la CSCE la pièce majeure d'une vaste « toiture » de sécurité européenne. C'est dans cet esprit que le Sommet de Budapest de décembre 1994 décide du changement de nom : CSCE en OSCE, modification liée à la volonté de donner à l'institution plus de moyens.

L'OSCE n'est pas parvenue à jouer véritablement ce rôle de coordination et de supervision de la sécurité en Europe, les États-Unis parvenant peu à peu, dans la décennie 1990, à imposer l'Otan comme cadre de cette sécurité européenne.

La Russie a remis en avant (depuis le discours du président Medvedev à Berlin, le 5 juin 2008) l'idée d'un nouveau « pacte de sécurité européen » qui reprend la « filiation » CSCE-OSCE de la décennie 90. À l'heure où la Russie redevient la Russie de toujours, c'est-à-dire, un peuple, une histoire, un potentiel militaire, une grande puissance aspirant à la recherche d'un rôle dominant sur le continent européen, cette démarche est au service de ses propres intérêts. Peut-on citer un « État-nation » qui ait un autre comportement ?

Le « nouvel ordre » élaboré après l'effondrement de l'URSS en 1991 est mis en cause en Europe et la nécessité d'une Conférence

(3) Dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Coopération et sécurité
de la « Grande Europe »

internationale se fait sentir. Pour tenter d'aménager le désordre et les turbulences résultant du nouveau rapport de forces de la fin de la décennie 2000 sur le sol du Vieux Continent, il est indispensable que la France (à la condition qu'elle garde son statut particulier actuel dans l'Otan) s'engage. Comme dans les années 90, elle devrait réactiver l'OSCE — présente d'ailleurs dans le Caucase — pour faire avancer le projet de « Grande Europe... européenne ». Elle serait ainsi dégagée des tutelles extérieures, qui demain, après-demain, pourraient bouleverser la donne sur la scène internationale. On se réjouit que Nicolas Sarkozy paraisse vouloir poser quelques pierres de cette « utopie... réaliste » dans la filiation gaullienne ⁽⁴⁾, en prenant en compte cette question de la « sécurité paneuropéenne », dans le cadre d'un prochain Sommet de l'OSCE, souhaité par le président de la République, à la mi-2009 ⁽⁵⁾.

Henri de GROSSOUVRE et Pierre PASCALLON

Henri de Grossouvre est directeur du Forum Carolus et président de « Paris-Berlin-Moscou ».
Pierre Pascallon est professeur agrégé de Faculté, président du Club « Participation et Progrès ».

(4) Terminons — nous aurions d'ailleurs sans doute pu et dû commencer ainsi — par la fameuse citation du général de Gaulle (1949) : « Moi je dis qu'il faut faire l'Europe avec pour base un accord entre Français et Allemands. (...) Une fois l'Europe faite sur ces bases (...), alors on pourra se tourner vers la Russie. Alors, on pourra essayer, une bonne fois pour toutes, de faire l'Europe tout entière avec la Russie aussi, dut-elle changer son régime. Voilà le programme des vrais Européens. Voilà le mien ».

(5) Cf. Nougayrede (N) : « M. Sarkozy suggère un gel du projet américain de bouclier anti-missiles », *Le Monde*, 16-17 novembre 2008.